

**Déclaration de Madame Fatima-Zohra KARADJA, au nom
des Organisations de la Société civile, en sa qualité de
vice-Présidente du Conseil économique, social et culturel
(ECOSOCC) de l'Union africaine et de membre du Groupe
de réflexion « Think Tank » du NEPAD sur la Société civile,
à l'occasion du 9^{ème} Forum pour le partenariat avec
l'Afrique
Alger, 12-13 novembre 2007.**

Préambule :

Nous, membres du Groupe de réflexion « Think Tank » du NEPAD sur la société civile et représentants de la Société civile venant de l'Algérie, du Bénin, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, de Maurice, de l'Afrique du Sud et de la Diaspora, réunis à Nairobi (Kenya), du 1^{er} au 3 novembre 2007, à l'effet de discuter des directives pour l'implication de la Société civile dans le processus du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) et de la mise en œuvre des plans d'action nationaux ainsi que de la journée spéciale sur le Forum pour le partenariat avec l'Afrique et le G8, faisons la présente déclaration au nom de nos réseaux et organisations ainsi que du Mouvement panafricaniste de la Société civile.

Félicitons nos Chefs d'Etat africains pour leur engagement durable à l'égard du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) en tant qu'instrument africain de démocratisation et de bonne gouvernance ;

Reconnaissons que le MAEP est un élément clé et un facteur de succès du NEPAD, cadre de développement du continent promu par vous ;

Sommes conscients du principe de la participation populaire des peuples africains dans tout processus de démocratisation et de gouvernance affectant leurs vies ;

Notons que la participation populaire est une nécessité pour réaliser la renaissance africaine ;

Affirmons l'engagement et l'enthousiasme de la société civile africaine pour promouvoir la cause de la démocratisation et de la bonne gouvernance en Afrique tel qu'inspirés par l'esprit du MAEP ;

Le Groupe d'étude « Think Tank » du NEPAD sur la société civile, en consultation avec les organisations de la société civile partenaires, note ce qui suit :

1. Le rôle des organisations de la société civile dans la réalisation des objectifs du MAEP est crucial et fondamental dans le contexte du renforcement de la démocratisation et de la bonne gouvernance ;

2. Des progrès notables ont été accomplis en matière de mise en œuvre du MAEP avec cinq pays ayant déjà été revus par les pairs et plus que la moitié des Etats africains ayant accédé au Mécanisme ;
3. Les capacités de l'ensemble des acteurs ou parties prenantes devraient être renforcées en vue d'une interaction effective avec le Mécanisme ;
4. Les pays ayant accepté la revue par les pairs devraient être encouragés à lancer leurs processus aussitôt que possible ;
5. Les organisations de la société civile sont disposées / prêtes à être soumises aux principes du Mécanisme dans leurs activités quotidiennes ;
6. Les Groupes vulnérables, comme les femmes, les jeunes, les handicapés doivent se voir accorder une considération spéciale (une attention particulière) en vue d'assurer leur participation globale au processus du Mécanisme sur le continent ;
7. Le MAEP a besoin d'être vulgarisé à travers une large dissémination auprès des Africains de différents environnements et expériences ;
8. La collaboration entre les Organisations de la société civile et les Gouvernements devrait être renforcée en vue de garantir une mise en œuvre réussie du Mécanisme ;

9. Nous avons analysé les résultats de Heiligendamm et nous notons avec préoccupation ce qui suit :

- a. Les annonces du G8 représentent seulement un modeste pas en avant concernant le financement des maladies infectieuses ;
- b. La promesse du G8 représente potentiellement un pas en arrière par rapport au traitement universel du VIH/SIDA ;
- c. Une large part de la promesse demeure non encore réalisée ou honorée ;
- d. La promesse du G8 à l'Afrique manquera de 30 milliards d'euros en 2010 si les tendances actuelles venaient à se prolonger ;
- e. La promesse du G8 n'a pas été honorée à hauteur de 27 milliards d'euros ;
- f. Les engagements annuels de chaque pays en vue d'arriver à 50 milliards d'euros en tant qu'Aide publique au développement de l'Afrique sont nécessaires ;
- g. La session d'octobre du Forum pour le partenariat avec l'Afrique, dont le mandat consiste à en monitorer/surveiller les progrès devrait favoriser des résultats concrets du G8 et de l'OCDE dans le contexte du 9^{ème} Forum.

10. Sur la base de ces observations, nous appelons l'attention du G8 et du Forum en vue de :

a). Soutenir pleinement les Organisations de la Société civile, en tant qu'acteurs clés, dans la mise en œuvre du MAEP ;

b). Renforcer les capacités des Secrétariat du NEPAD et du MAEP en vue d'assumer correctement leur mandat de facilitation de la gouvernance en Afrique et de la démocratie à travers le MAEP ;

c). La mise en place, graduellement ou étape par étape, de directives en vue de guider et de vulgariser/généraliser la participation des Organisations de la société civile dans le Mécanisme au plan national.
